

■■■

résolution 918, après avoir pris leurs ordres dans leurs capitales respectives. Et, parmi eux, les cinq membres permanents — Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et Russie — ont une responsabilité particulière : ils sont les seuls à pouvoir user du redoutable droit de veto (1). Ainsi la timidité du nouveau mandat de la Minuar s'explique-t-elle, entre autres, par le refus des Etats-Unis de se lancer dans une nouvelle « aventure somalienne ».

Certes, dans le building new-yorkais de l'ONU, la perception des conflits, et donc de l'urgence, parvient bien atté-

nuée. Difficile de ressentir, dans cette tour de 38 étages à l'abri des fureurs du monde, le pénible sort de ces millions de rescapés rwandais, entassés dans des camps, menacés par les maladies et la famine. A Kigali, des tirs d'artillerie continuent de se faire entendre toute la nuit, y compris autour de l'aéroport, obligeant l'ONU à suspendre régulièrement ses vols humanitaires. Pour Boutros-Ghali, « il serait insensé de s'efforcer d'instaurer un cessez-le-feu et de laisser se poursuivre le massacre systématique de civils », dont il rend en grande partie responsables le gouvernement intéri-

maire rwandais et les forces gouvernementales. Spectatrice impuissante des combats militaires, la Minuar se révèle l'otage des belligérants, et piégée par les Etats qui l'ont mise sur pied.

François Janne d'Othée ■

(1) Les 10 membres non permanents du Conseil de sécurité sont, pour 1994, l'Argentine, le Brésil, Djibouti, l'Espagne, le Nigeria, la Nouvelle-Zélande, Oman, le Pakistan, la République tchèque et le... Rwanda. En septembre, ce sera au tour du Rwanda d'assurer la présidence tournante du Conseil de sécurité...

ESPACE

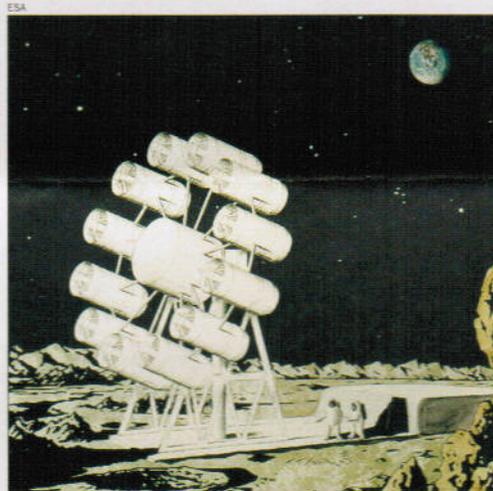
L'Europe vise la Lune

Européens, Américains, Russes et Japonais sont d'accord : il faut reconquérir notre satellite. Au programme, des robots, d'abord éclaireurs puis sédentaires, en attendant l'installation d'une première base. Objectif inavoué de l'ESA : prendre le leadership d'un grand projet.

A lors que tous les grands projets de conquête de l'espace piétinent, que la navette européenne Hermès est définitivement enterrée, que l'avenir de la station internationale Alpha n'est pas encore assuré, que les ambitions concernant la planète Mars s'estompent, les agences spatiales se sont trouvées une nouvelle idole : la Lune. Vingt-cinq ans après que Neil Armstrong eut posé le pied sur son sol désertique.

Entre le 31 mai et le 3 juin, à l'initiative de la Suisse et de l'ESA (l'agence spatiale européenne), Américains, Russes, Japonais et Européens se sont réunis à Beatenberg, en Suisse, pour se pencher sur sa reconquête. Et ils se sont déclarés « enthousiasmés » à l'idée d'un retour vers notre compagne. Tous sont tombés d'accord pour démarrer — si leurs gouvernements les suivent — la phase initiale de l'opération proposée par l'ESA. Des satellites, des sondes de surface, des robots iraient dans un premier temps ausculter la Lune. Ensuite, les robots y résideraient en permanence, pour sonder le sol et analyser l'environnement. Puis viendrait le temps de l'exploitation des ressources, de la production sur place d'oxygène. Entre 2015 et 2020, l'homme pourrait enfin y débarquer, y installer sa première base.

Pourquoi ce regain d'intérêt pour



Une station lunaire. Vue par un artiste.

un voisin quelque peu délaissé depuis qu'il n'est plus un enjeu de suprématie entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ? Parce que les récentes images glanées par la sonde de poche américaine Clementine ont déclenché une curiosité nouvelle. Parce que, selon Hubert Curien, ancien ministre français de la Recherche et de l'Espace, coprésident de la conférence, « les formidables progrès de la robotique, de l'électronique, de l'informatique nous permettent d'envisager une exploration — du moins ses premières phases — peu coûteuse ». Parce que la Lune a bien des avantages. C'est d'abord un formidable livre d'histoire planétaire,

car elle ne connaît pas l'érosion et a donc conservé dans son sol toutes les étapes de la formation de notre système solaire. C'est ensuite un lieu privilégié pour installer des instruments qui scrutent le cosmos, sans être gênés par l'atmosphère, l'eau, le gaz carbonique. C'est aussi une « station spatiale » naturelle — 38 millions de kilomètres carrés — la plus proche de nous. Et, enfin, une mine de matières premières.

Mais la véritable raison du retour à la Lune est sans doute politique. L'espace a désespérément besoin d'un grand projet mobilisateur. Plus personne, en effet, ne croit vraiment en l'utilité de la station internationale Alpha. D'un entretien coûteux, elle ne sera qu'une copie — améliorée — de Skylab ou de Mir. Son seul atout serait de démontrer la faisabilité de programmes spatiaux internationaux. Une démonstration chiffrée à 15 milliards de dollars ! Par ailleurs, les Américains remettent en question son existence tous les ans, au moment de voter son budget, paralysant les Européens. Et si, dans quelques semaines, le Congrès américain décide de couper les crédits, comme la rumeur le laisse entendre, l'espace international aura une aventure de rechange : la Lune. Un projet dont, cette fois, l'Europe entend tenir les rênes.

Françoise Harrois-Monin ■

ONU : la porte étroite

Manque d'effectifs, problèmes logistiques, insécurité et, surtout, absence de volonté politique des Etats : les 5 500 Casques bleus promis par l'ONU ne sont pas près d'arriver au Rwanda.

« Une vaste hypocrisie » : c'est ainsi qu'un diplomate belge à New York commente la résolution 918 du Conseil de sécurité de l'ONU, votée le 16 mai dernier, qui autorise l'accroissement des effectifs de la mission des Nations unies au Rwanda (Minuar), à raison de 5 500 hommes. Etablie en octobre 1993, la Minuar était censée soutenir le processus de démocratisation au Rwanda. Depuis l'assassinat du président Habyarimana, le 6 avril dernier, elle a reçu un nouveau mandat : protéger les civils des massacres et assurer la sécurité des convois humanitaires. Mais, plus de trois semaines après le vote de la résolution, aucun soldat de cette « nouvelle » force n'est encore arrivé au Rwanda. Seuls présents, 450 Casques bleus, principalement ghanéens et sénégalais, qui maintiennent un semblant de lumière au pays des mille ténèbres.

« On devinait bien, raconte un diplomate, que les Etats ne se bousculeraient pas au portillon. De toute façon, les pays pressentis, africains pour la plupart, manquent cruellement de moyens logistiques, ou sont eux-mêmes consumés par la guerre civile. » Après le retrait peu glorieux de leurs 450 Casques bleus du Rwanda, les Belges, concède ce diplomate, sont mal placés pour faire des commentaires sur la Minuar, encore moins pour donner des leçons. Mais l'observation n'en reste pas moins vraie : sur le papier, cette « nouvelle » Minuar donne bonne conscience. En pratique... D'abord, le mandat exclut toute interposition entre les belligérants. Or, tant que les combats à l'arme lourde se poursuivent, il semble difficile de déployer le contingent. Ensuite, depuis la date de la résolution, seuls l'Ethiopie, le Ghana, le Nigeria, le Sénégal et le Zimbabwe, sur les trente pays contactés par le secrétaire général de l'ONU, ont fait des offres fermes en troupes. Quatorze autres se sont contentés de « promesses » : s'engager dans l'enfer rwandais n'est pas une sinécure, même si la solde payée par l'ONU aux Casques bleus est souvent une aubaine pour les soldats des pays

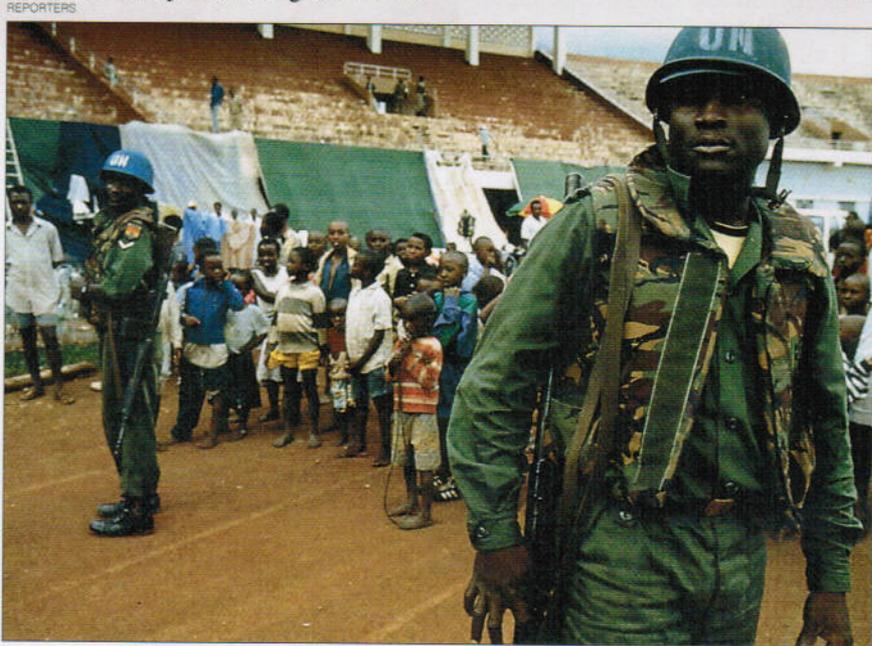
pauvres. Enfin, les contingents disponibles ne seront opérationnels que si les pays occidentaux assurent la logistique. Or les pays donateurs renâclent à investir davantage dans des opérations de maintien de la paix, d'autant que, sur l'échiquier mondial, le Rwanda ne pèse pas bien lourd. Jusqu'à présent, seuls les Etats-Unis et l'Afrique du Sud se tiennent prêts à contribuer au transport de troupes.

Aussi l'amertume est-elle grande chez le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui envisage pourtant, à 72 ans, de briguer un second mandat. Il condamne l'incapacité de la communauté internationale, et donc du Conseil de sécurité, à réagir de manière rapide et décidée à des urgences humanitaires découlant d'un conflit armé. Déjà, en avril, le « SG » s'était montré très déçu du retrait unilatéral des Casques bleus belges, véritable « colonne vertébrale » de la Minuar, même s'il disait aussi comprendre l'émotion consécutive à l'exécution barbare des 10 paracommandos belges. Ensuite, lorsque le Conseil de sécurité décidait de réduire la Minuar à la portion congrue, il tirait

la sonnette d'alarme et réussissait à convaincre le Conseil de « reconsidérer » sa position. Mais la résolution 918 attend toujours d'être appliquée. Or la situation ne fait qu'empirer et les massacres se poursuivent.

« Plus de 200 000 personnes ont été tuées et la communauté internationale est toujours en train de discuter sur ce qui devrait être fait. C'est un scandale ! » répliquait-il le 25 mai à ce qu'il qualifie de génocide — un mot discrètement écarté de la résolution, à l'initiative de la Chine et du Nigeria.

Face aux violentes critiques dont l'ONU est l'objet, le secrétaire général a choisi la contre-attaque : l'échec de l'ONU au Rwanda, c'est aussi, dit-il, celui de la communauté internationale, des grandes puissances, des puissances africaines, des organisations non gouvernementales... Difficile, cependant, de mettre tout le monde dans le même sac, certains étant plus coupables d'inertie que d'autres. Ainsi, qui est responsable des opérations de paix à l'ONU, si ce n'est le Conseil de sécurité, composé des représentants de 15 Etats ? Ce sont eux qui ont voté la



La « nouvelle » Minuar devrait protéger les civils des massacres et assurer le passage des convois humanitaires...